



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 25/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GER OTV/SEM**

Les Docks  
10 place de la Joliette  
13002 Marseille

Références : D-2025-0264  
SPR/2025/326  
Code AIOT : 0006400061

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement GER OTV/SEM implanté Z.I. de ROUSSET 13102 Rousset. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre de l'AN PFAS 2025

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GER OTV/SEM
- Z.I. de ROUSSET 13102 Rousset
- Code AIOT : 0006400061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est la station d'épuration industrielle de Rousset.

## **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS Rejets aqueux
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1  | 1. Déclaration GIDAF   | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                        | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 1 mois                |
| 3  | 3. Liste des substances PFAS                                       | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2                        | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 4  | 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS | Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14           | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 3 mois                |
| 5  | 5. Mesures d'investigation   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                        | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 3 mois                |
| 6  | 6. Mesures de suppression/réduction                                | Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 7  | 7. Mesures de surveillance   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                        | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--------------------------|--|-------------------|
| 2  | 2. Rejets aqueux de PFOS | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale PFAS. Certains points restent à approfondir mais l'exploitant est dans une dynamique positive vis à vis de la réduction/suppression des PFAS.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : 1. Déclaration GIDAF**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |

|  |
|--|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté ses extractions suite à ses déclarations réglementaires sur GIDAF.</p> <p>Il ressort de ces déclarations concernant les mois de décembre 2023, janvier 2024 et février 2024 la nécessité de compléter ces premières déclarations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour l'ensemble des 3 déclarations, l'exploitant doit renseigner l'application GIDAF pour tous les 52 PFAS analysés. Pour cela, il doit récupérer les codes SANDRE et/ou n°CAS de chacun des paramètres mesurés et renseigner les éléments dans GIDAF. Au besoin, l'inspection créera les cadres des PFAS non existants.</li> <li>• pour la déclaration du mois de décembre 2023, les valeurs « &lt;LQ » sont à remplacer par la valeur de la LQ retenue par le laboratoire.</li> </ul> <p>Il est donc attendu que l'exploitant mette à jour la base GIDAF sous un délai d'1 mois.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour la base GIDAF en déclarant l'ensemble des résultats des campagnes de mesure effectués pour les 52 paramètres PFAS analysés.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>   |

## N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des PFOS sur les 3 campagnes d'analyses obligatoires sur ses rejets aqueux.</p> <p>Les résultats en PFOS sur les 3 campagnes sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur la 1ere analyse : &lt; 1,0 ng/l</li> <li>• Sur la 2nd analyse : &lt; 1,0 ng/l</li> <li>• Sur la 3eme analyse : &lt; 1,0 ng/l</li> </ul>  |

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> |
| L'exploitant respecte les valeurs limites de rejets en PFOS.     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                     |

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien présenté une liste des PFAS entrants dans l'installation via les industriels soumis à analyse réglementaire des PFAS.</p> <p>L'exploitant a fait son analyse (3 prélèvements obligatoires) avec l'ensemble des PFAS de l'arrêté (pas uniquement ceux identifiés par les industriels reliés à la station).</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas consulté les FDS de son installation afin de vérifier que l'ensemble des PFAS susceptibles d'être présents sont bien listés.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mener cette recherche et à comparer les PFAS identifiés dans les rejets de la station avec ceux des rejets des industriels entrants dans la station suite aux 3 campagnes d'analyses.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit interroger les fournisseurs de produits ou d'équipements (notamment émulseurs si présents au sein de l'installation) afin de connaître la liste des PFAS et leur concentration. Il doit également rechercher, le cas échéant, les substances PFAS produites par dégradations et mettre à jour cette liste en cas de modification de process ou d'utilisation de nouvelles substances.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre à jour la liste des substances à contrôler, incluant la liste des émulseurs du site et notamment ceux contenant des PFAS, et transmettre celle-ci à l'inspection sous 1 mois</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

**N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.<br>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.<br><br>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué ne pas être au courant de la demande de mise en place d'un plan d'actions pour réduire, voire supprimer les PFAS dans ses rejets.<br>L'exploitant souligne que la quasi-totalité des PFAS présents au sein de ses rejets proviennent des rejets des industriels reliés à la station et non pas du fonctionnement de l'installation elle-même.<br>Cependant, au regard de cette information réglementaire et dans une volonté d'amélioration, il s'est engagé à le réaliser. Il a par ailleurs indiqué que la station allait prochainement être le lieu d'un programme pilote de dégradation des PFAS par un procédé d'oxydation avancée et donc que la station (Veolia) était engagée dans une démarche de suppression des PFAS.<br>Cependant, au regard de cette information réglementaire et dans une volonté d'amélioration, il s'est engagé à formaliser un plan d'actions.<br><br>L'exploitant précise que la station appartient à la métropole Aix-Marseille Provence (délégation de service public). Il va donc informer les représentants de cette obligation de mettre en place un plan d'action de réduction.<br>L'inspection indique qu'il est possible que cette obligation réglementaire soit prescrite par arrêté préfectoral complémentaire si nécessaire. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande la formalisation d'un plan d'actions de réduction/suppression des PFAS sous 3 mois.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 5 : 5. Mesures d'investigation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>• prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</li></ul>  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fait réaliser les mesures d'émissions de PFAS et d'AOF dans les rejets de la station.<br>L'exploitant a mené des investigations afin d'identifier les causes des émissions en PFAS et AOF de la station. Ceux-ci viennent en grande majorité de la filière 2.<br>Les résultats sont fortement inférieurs dans les rejets de la station par rapport aux rejets entrants en provenance de l'industriel alimentant la filière 2 du fait de la dilution due au traitement et aux rejets des autres industriels.<br>Par contre n'ayant pas fait réaliser d'analyses en entrée de station pour l'ensemble des industriels reliés à la station, il ne pourrait confirmer que la totalité des PFAS proviennent de cet industriel.<br>Il est demandé à l'exploitant de disposer d'une caractérisation précise de l'origine de ces PFAS pour chacune de ses filières, soit au travers des éléments communiqués par chacun de ses clients, soit à l'aide d'une analyse amont à l'entrée de chaque filière de la STEP. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant établit la caractérisation, par filière, de l'origine des PFAS arrivant dans la station sous un délai de 3 mois.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L. 110-1 :<br>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.<br><br>L. 523-6-1 /<br>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de |

substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.

**Constats :**

Comme mentionné au point de contrôle n°4, l'exploitant a indiqué ne pas être au courant de la demande de mise en place d'un plan d'actions pour réduire voire supprimer les PFAS dans les rejets des installations classées. Cependant, au regard de cette information réglementaire et dans une volonté d'amélioration, il s'est engagé à formaliser un plan d'actions.

L'exploitant a indiqué que la station allait prochainement être le lieu d'un programme pilote de dégradation des PFAS par un procédé d'oxydation avancée et donc que la station (Veolia) était engagée dans une démarche de suppression des PFAS.

L'inspection indique qu'il est possible que cette obligation réglementaire soit prescrite par arrêté préfectoral complémentaire si nécessaire.

L'inspection a également rappelé à l'exploitant qu'en cas d'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS (pour des exercices ou en cas de sinistre), l'exploitant devra confiner les eaux d'extinction incendie et les éliminer suivant les recommandations du SYPRED

Dans le cadre de son plan d'action, l'exploitant devra rechercher la meilleure façon de supprimer ou de traiter via une filière adaptée, la présence de PFAS dans ses émulseurs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande la formalisation d'un plan d'actions de réduction/suppression des PFAS sous 3 mois (avec le cas échéant un calendrier de substitution de son émulseur contenant des PFAS).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : 7. Mesures de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

**Constats :**

Les mesures de surveillances des rejets sont en cours de révisions (via transmission de divers PAC et mise à jour de l'arrêté préfectoral de l'installation).



L'exploitant indique ne pas avoir mis en place de surveillance des PFAS dans ses rejets en plus des 3 campagnes déjà réalisées.

L'exploitant s'est engagé à proposer à l'inspection un programme de surveillance des PFAS (interrogation sur la fréquence des analyses).

Sur la base de ces éléments et des évolutions attendues de la réglementation, l'inspection proposera la mise à jour des dispositions réglementaires applicables.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande que le plan de surveillance des PFAS soit inclus dans le plan d'action proposé par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois